



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3181

Texte de la question

AUTORITÉ DE L'ÉTAT

Mme la présidente. La parole est à M. Christian Estrosi, pour le groupe Les Républicains.

M. Christian Estrosi. Monsieur le Premier ministre, un cadre d'Air France lynché par des grévistes et des images qui font le tour du monde, une crise migratoire non maîtrisée, un policier entre la vie et la mort pour avoir été sauvagement agressé par un détenu en permission appartenant au grand banditisme et radicalisé. Votre réponse : un silence assourdissant.

Nous dénonçons avec force ce recul intolérable de l'autorité de l'État, fruit de trois années de lois laxistes et permissives...

M. Pascal Popelin. Lesquelles ?

M. Christian Estrosi. ...et d'impuissance généralisée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Que propose votre garde des Sceaux face à la situation dramatique de ce policier, pour lequel nous avons une pensée, ainsi que pour tous les siens ? Un rapport ! L'escorte des permissionnaires par des policiers !

Mais les policiers ont autre chose à faire : ils sont là pour se concentrer sur la sécurité de nos concitoyens, pas pour tenir compagnie à des prisonniers en permission. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Jean-Luc Laurent. Ce que vous dites est scandaleux !

M. Christian Estrosi. Nous dénonçons ce recul de la République, ce recul de la sécurité, donc, de la liberté pour nos concitoyens !

Après l'attaque du Thalys, où était en cause l'un des 5 000 individus fichés S – Sûreté de l'État – tout comme l'était l'agresseur du policier lundi, je vous demande, monsieur le Premier ministre, de donner enfin les moyens à nos services de faire la guerre à ces ennemis de l'intérieur !

Il s'agit tout d'abord de placer sous surveillance électronique avec bracelet tous les individus faisant l'objet d'une fiche S sur le territoire français.

M. Pascal Popelin. En l'occurrence, cet individu n'était pas fiché S lorsqu'il a eu sa permission.

M. Christian Estrosi. Ensuite, de ne plus accorder de permission de sortie aux individus dangereux qui sont fichés.

L'État est dépassé, l'État est en débandade car l'État n'est plus dirigé. Êtes-vous enfin décidé à prendre des initiatives pour que la peur change de camp ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Henri Emmanuelli. Estrosi, c'est n'importe quoi !

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Christian Estrosi, ce qui affaiblit l'État, ce qui affaiblit la démocratie...

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. C'est vous !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...ce qui affaiblit les valeurs de la France et de la République, ce sont les amalgames et vos outrances.

Tous les sujets que vous avez évoqués ont fait l'objet d'amalgames absurdes auxquels l'ensemble des bancs de cette Assemblée, j'en suis convaincu, ne souscrit pas.

M. Laurent Furst. Il y a des gens qui ont des électeurs !

M. Manuel Valls, Premier ministre. S'agissant d'Air France, nous avons clairement dit les choses en soutenant la direction et le plan de redressement de cette entreprise exposée à la concurrence mondiale. Notre soutien à l'égard de ses deux cadres et des salariés qui ont été agressés hier est total et absolu. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

De ce point de vue-là et sur ces sujets-là, nous n'avons aucune leçon à recevoir de votre part.

Mme Claude Greff. Mais sur ce qui a été fait avant, si !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Au contraire chacun s'honorerait ici, dans cette Assemblée, à faire preuve d'unité et à se rassembler afin de soutenir la compagnie nationale.

S'agissant des questions de sécurité, d'autorité et de lutte contre le terrorisme, monsieur Estrosi, je vous rappelle que lorsque vous étiez au pouvoir vous avez supprimé plus de 13 000 postes de policiers et de gendarmes (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et du groupe écologiste. - Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

C'est en revanche ce Gouvernement, c'est cette majorité qui créera plus de 5 000 postes de policiers et de gendarmes mais, aussi, pour nos services.

C'est le Gouvernement auquel j'appartenais comme ministre de l'intérieur qui a mené une réforme indispensable et nécessaire en tirant les leçons des événements de Toulouse et qui a créé la Direction générale de la sécurité intérieure.

Sur la question du terrorisme, je suis quant à moi là encore convaincu d'une chose : c'est seulement l'unité et le rassemblement de tous – comme vous l'avez démontré le 13 janvier dernier – qui est utile, non de courir une fois de plus derrière l'extrême droite en faisant des amalgames douteux (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen*)...

Mme Claude Greff. Ce n'est pas un amalgame, cela ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...alors que ses représentants ne votent jamais les mesures nécessaires pour lutter contre le terrorisme (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe radical, républicain, démocrate et du groupe écologiste.*) que ce soit à l'Assemblée nationale, au Sénat ou au Parlement européen.

Monsieur Estrosi, j'ai une conviction sur laquelle je me suis clairement exprimé : la responsabilité doit être partagée par tous, y compris par la justice et par les juges.

J'ai une autre conviction : opposer en permanence policiers et magistrats n'entraîne une fois de plus que l'affaiblissement de l'autorité de l'État et de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur certains bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Monsieur Estrosi, moi, je crois en l'État, je crois dans le rôle des services publics, je ne crois pas que l'on puisse montrer du doigt en permanence les fonctionnaires, je ne crois pas qu'évoquer la chienlit constitue une bonne réponse aux problèmes de notre pays, je crois que nous avons plus que jamais besoin d'un État et des services publics !

Avec M. Sarkozy, vos amis et vous, monsieur Estrosi, proposez qu'il y ait moins de fonctionnaires, donc, moins de policiers, moins de gendarmes, moins d'enseignants, moins de services publics, or c'est cela, l'affaiblissement de l'État ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Enfin, cette semaine, monsieur Estrosi, j'aurais attendu de vous autre chose que ce discours alors que l'autorité de l'État et la solidarité nationale s'expriment dans les Alpes-Maritimes. Soyez donc digne, monsieur Estrosi, eu égard à ces événements ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe radical, républicain, démocrate, applaudissements sur les bancs du groupe écologiste. - Huées sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Estrosi](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3181

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 octobre 2015](#)